

En Roumanie, Călin Georgescu, symbole ou cause d'une démocratie fragilisée ?

À la suite de l'arrivée surprise du candidat populiste au second tour des présidentielles le 24 novembre dernier, des manifestations ont éclaté dans le pays autour d'un scrutin inédit.

Calfeutré dans sa doudoune, bonnet vissé sur la tête, Petru fait partie des centaines de personnes bravant le froid Place de l'Université à Bucarest. Étudiant en sciences politiques, il proteste contre Călin Georgescu qu'il qualifie de « dangereux et pro-Poutine ». Encerclée par un important dispositif policier, la mobilisation ne faiblit pas. Petru déclare : « Le peuple roumain veut faire partie de l'Europe, Georgescu veut isoler le pays. » L'ex-haut fonctionnaire de 62 ans a devancé dimanche dernier la libérale pro-européenne Elena Lasconi.

Un scrutin annulé

Le 6 décembre, la Cour constitutionnelle invalide l'élection, dénonçant un financement occulte de la campagne de Georgescu et des soupçons d'ingérence russe. Les services secrets alertent : « Le Kremlin cherche de plus en plus à influencer la Roumanie ».

L'intéressé a réagi en déclarant « notre démocratie est en danger » tandis que sa rivale juge cette décision « illégale et immorale ». George Simion, candidat d'AUR (Alliance pour l'Unité des Roumains), parti d'extrême-droite ayant remporté 18% des suffrages aux dernières législatives, critique un choix « annulant la volonté du peuple roumain ».

Une société polarisée

En réponse à l'annulation, plusieurs manifestations pro-Georgescu ont éclaté dans le pays. Le 10 janvier, des milliers de personnes se rendent devant le Parlement. Face à ce bâtiment, symbole des désirs mégalomanes de Ceaușescu, une marée humaine brandit des drapeaux roumains et clame sa colère. Radu, routier entre la France et la Roumanie fait partie de la diaspora roumaine accusée d'avoir favorisé le candidat : « J'ai demandé à mes parents de voter pour lui. Tout le monde l'a fait ». Dans un pays où l'inflation explose avec un salaire minimum de 750€, le rejet des candidats traditionnels est palpable : « Ils veulent les élections. Georgescu est le seul qui n'est pas corrompu », tranche-t-il. Arturo, journaliste à la *RFI*, explique : « les gens voient en lui un homme intègre. Son discours sur l'Église, la famille ou le pouvoir d'achat séduit les électeurs ».

Une instabilité qui inquiète

De nouvelles manifestations parfois émaillées de violence ont éclaté, après l'invalidation le 9 mars, de la candidature de Georgescu en vue des nouvelles élections de mai. Alors que la Roumanie chute de 12 places dans l'indice de démocratie 2024 de *The Economist*, la situation rappelle la crise politique actuelle en Serbie, bien que plus médiatisée et avec des causes différentes. Sa position stratégique à la frontière ukrainienne suscite de nombreuses réactions internationales. Jordan Bardella fustige un « déni de démocratie », tandis qu'Ursula von der Leyen insiste pour « protéger nos démocraties de toute forme d'ingérence étrangère ».